

## L'après-Wolfensohn : une évaluation de la Banque mondiale

Le livre que Sebastian Mallaby a consacré à la Banque mondiale et à son Président, James Wolfensohn, n'a pas seulement connu un grand succès, il a aussi suscité un vrai débat sur la Banque et sa mission. Il est d'autant plus opportun qu'un nouveau président va bientôt être nommé pour succéder à Wolfensohn lorsque celui-ci arrivera au terme de son second mandat, en juin.

C'est pourquoi F&D a demandé à deux fins connaisseurs des rouages de l'institution d'en faire la critique. Nancy

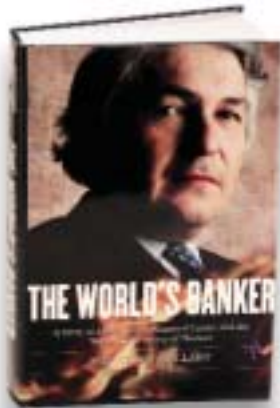
### Une banque indispensable

Nancy Birdsall

Les livres qui traitent de l'action publique sont rarement drôles — aussi passionnants que soient les travaux des experts du développement des grandes administrations, leurs débats et leurs dilemmes passent mal dans les dîners en ville. Mallaby résout brillamment ce problème. Il donne vie à la politique du développement en ayant l'air de consacrer son livre à un personnage exceptionnel : James Wolfensohn, Président de la Banque mondiale depuis neuf ans. Mais ce qu'il a à dire à son sujet, aussi intéressant cela soit-il, n'est pas vraiment l'objet du livre. Ni la Banque mondiale, d'ailleurs. Son livre traite en fait du développement dans l'économie mondiale en mutation des années 90. Pour ceux qui, de plus en plus nombreux, s'inquiètent du fossé grandissant entre les très riches et les très pauvres, il analyse les complications, les obstacles et les triomphes occasionnels de la communauté du développement dont la Banque mondiale est l'institution phare. Les professionnels qui connaissent la Banque y trouveront un nouvel éclairage; les autres — et son prochain président — y trouveront un point de vue réfléchi et équilibré sur ses problèmes et son potentiel.

Mallaby part du principe que la communauté du développement et son chef de file traversent une crise de confiance. Les experts ont perdu foi dans les recettes traditionnelles de l'aide des riches aux pauvres. Après tout, dans les années 90, c'est en Chine et en Inde, où les messages de la Banque sont pour l'essentiel restés

Birdsall est Présidente du Centre pour le développement mondial. Elle a auparavant travaillé pour le Carnegie Endowment for International Peace et occupé le poste de Vice-Présidente de la Banque interaméricaine de développement. Avant cela, elle était Directrice du Département de la recherche de la Banque mondiale. Moisés Naim, rédacteur en chef du magazine Foreign Policy, a été Administrateur à la Banque mondiale et Ministre de l'industrie et du commerce du Venezuela. Il a été en 1996 l'un des quatre conseillers principaux de Wolfensohn.



Sebastian Mallaby

### The World's Banker

**A Story of Failed States, Financial Crises, and the Wealth and Poverty of Nations**

The Penguin Press, New York, 2004, 462 pages, 29,95 \$ (toilé)

lettre morte et où ses ressources ont été davantage tolérées que sollicitées, que la pauvreté a le plus reculé. En Afrique, où la Banque et d'autres bailleurs de fonds ont financé 50 % de certains budgets publics, le «développement» a le plus souvent été un échec dans les années 90. Les programmes naguère sacro-saints de la Banque (financement des investissements en capital, lutte prioritaire contre la pauvreté rurale, promotion des réformes de marché dans des économies auparavant étatistes) ont été inefficaces dans les pays les plus pauvres. Mais la nouvelle démarche, qui consiste à bâtir des institutions viables et à mettre un terme à la corruption, est floue, et l'afflux de capitaux n'y change rien. Encore plus contrariant, cette consolidation des institutions doit venir des pays; la réussite semble reposer sur des

hommes et des femmes d'exception (comme l'illustre le merveilleux récit de Mallaby sur le Gouverneur de la banque centrale ougandaise et ancien Secrétaire du Ministre des finances, Emmanuel Tumusiime-Mutebile).

Mallaby invoque les déficiences et les réussites de la Banque pour montrer combien il est difficile de «créer» le développement depuis l'extérieur. Il est lucide quant aux carences de l'institution — dans le domaine du sida, où il décrit sa prise de conscience tardive et passive du problème; en Bolivie, où la proposition d'un responsable entreprenant de lutter contre la lourdeur des procédures de prêt et d'alléger les coûts des Boliviens a été rejetée par le Conseil des administrateurs; en Indonésie, où elle a fermé l'œil sur la corruption parce que son client semblait accomplir des progrès dans la lutte contre la pauvreté. À ce propos, il évite le discours habituel sur des employés choyés et surpayés qui encouragent les prêts pour obtenir des promotions. En fait, il brosse un portrait subtil des nombreux héros anonymes de la Banque — des responsables qui ont osé prendre des risques et aller à contre-courant du système, et des services constitués pour l'essentiel de personnes travailleuses, motivées et dynamiques, désireuses de créer un monde meilleur.

Quand des reproches s'imposent, Mallaby n'hésite pas à les dispenser. Il accuse les organisations non gouvernementales (ONG) des pays riches (dont il dit, dans son langage évocateur et imagé, qu'elles n'ont pas de «disjoncteur») d'avoir imposé des normes écologiques irréalistes aux pays emprunteurs dont la population pauvre aurait pu tirer profit de projets de production d'électricité et autres

Camilla Andersen est chargée de cette rubrique.

projets d'infrastructure. Il reproche aux États-Unis et au Congrès de s'être prêtés aveuglément aux exigences d'ONG qui n'ont de compte à rendre à personne (et à Wolfensohn d'avoir cru trop longtemps pouvoir les amadouer) et d'avoir obligé la Banque à abandonner un projet qui serait venu en aide aux pauvres d'une province rurale de Chine comptant une minorité tibétaine. Il critique l'administration Bush pour avoir empêché la Banque d'exploiter son savoir-faire en matière de reconstruction en Iraq. Et il condamne les membres les plus puissants et les plus influents de la Banque — les États-Unis et les autres pays du Groupe des Sept — pour l'avoir incitée à s'occuper de tous les nouveaux problèmes mondiaux, et lui reprocher ensuite sa dispersion.

Le livre contient aussi quelques analyses réconfortantes des succès de la Banque. La croissance exceptionnelle de l'Ouganda a été favorisée par l'un de ces héros téméraires qui a fait fi des coutumes consacrées de l'institution pour aider le Ministre Tumusiime-Mutebile. En Bosnie, des agents pleins de ressources ont bravé les tirs et établi un record dans le déblocage du financement nécessaire à la reconstruction après la guerre. Le département de la recherche de la Banque est le «centre de réflexion» reconnu de la communauté du développement, et l'analyse de la Banque, sa contribution majeure. Dans son examen de ses réussites et de ses échecs, Mallaby privilégie systématiquement l'honnêteté aux dépens du sensationnel, et laisse le lecteur tirer ses propres conclusions.

Il se fourvoie cependant sur certains points. Sans les ONG, la Banque soumettrait encore ses emprunteurs au supplice de ses formalités écrasantes et de ses délais, comme elle le faisait il y a des dizaines d'années, avant que les mesures de protection et autres garde-fous ne viennent encore exacerber ce problème. Mallaby s'inquiète des initiatives de Wolfensohn dans les domaines de la religion et de la culture. Or, il est logique que la Banque possède des compétences dans tous les domaines qui sont importants pour la stratégie de développement et son impact. Les critiques de la «dispersion de l'intérêt» de la Banque sont peut-être justifiées, mais elles devraient se fonder non pas sur les ini-

tatives visibles (et peu coûteuses) du Président, mais sur l'allocation des prêts et du temps des services de la Banque, et sur sa réticence à accepter des compromis lorsqu'elle intervient dans les pays. Plus généralement, la Banque a beaucoup moins de pouvoir que Mallaby ne semble parfois le supposer. Ses services ne pilotent pas les stratégies des gouvernements emprunteurs en matière de sida, de réforme de la fonction publique et autres dossiers complexes. Mallaby souligne les risques que représentent pour la mission de la Banque les pressions incessantes des ONG, qui ont pour effet de réduire la demande des emprunteurs à bénéficier de ses services et prêts. Mais, en fait, le plus grand danger vient peut-être de ceux qui doutent que la Banque ait encore un rôle quelconque à jouer, surtout dans les pays à revenu intermédiaire qui ont dans une certaine mesure accès aux capitaux privés.

Mais ce ne sont là qu'arguties à propos d'un livre magnifique dans lequel Mallaby s'autorise à tirer une conclusion limpide : pour gagner la plus grande bataille de notre ère de mondialisation — la lutte contre la pauvreté —, le monde ne peut se passer de la Banque mondiale.



## Une autonomie enviée

Moisés Naím

Les livres consacrés à la Banque mondiale sont généralement des dissertations informelles sur le développement économique, des analyses économétriques de problèmes particuliers, ou des élucubrations idéologiques. *The World's Banker* marque une rupture bienvenue avec ce courant. Sebastian Mallaby propose une analyse perspicace des dilemmes essentiels du sous-développement et des problèmes pratiques auxquels sont confrontées les institutions multilatérales chargées de résorber la pauvreté.

Ce livre influencera certainement le jugement des futurs historiens sur l'action de James Wolfensohn, mais ce n'est pas cela qui en fera une référence incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à la Banque. Son utilité réelle à terme tient à l'éclairage qu'il

apporte à la nature et à l'action de cette institution indispensable, plutôt qu'à ce qu'il nous dit de la personnalité et du comportement de l'un de ses présidents. Mallaby exploite avec brio les efforts déployés par Wolfensohn pour transformer la Banque et réduire simultanément la pauvreté afin de mettre en lumière les possibilités et les limites d'une telle entreprise.

Mallaby a pu consulter une somme colossale de documents; il semble les avoir tous lus et avoir trouvés, par ailleurs, le temps de s'entretenir avec 200 personnes à l'intérieur et à l'extérieur de la Banque, y compris Wolfensohn lui-même. Ses voyages en Bosnie, en Ouganda et au Tchad apportent les

## «Le Président de la Banque mondiale détient un pouvoir colossal et jouit d'une autonomie stupéfiante.»

informations de première main qui viennent étayer quelques-uns des chapitres les plus intéressants. Mais Mallaby n'est pas simplement un journaliste qui écrit bien, travaille dur et sait comment faire parler ses sources. Il est aussi au fait des études spécialisées sur le développement économique et maîtrise manifestement les débats fondamentaux à ce sujet. Son livre est rempli d'anecdotes savoureuses qui servent de tremplin à un débat plus large. Il s'appuie ainsi sur l'histoire d'Emmanuel Tumusiime-Mutebile, le tsar de l'économie ougandaise, pour dégager des enseignements utiles sur l'interaction complexe entre les autorités africaines et les organismes d'aide étrangers et, plus généralement, sur le développement et la gestion des mutations économiques.

Les portraits qu'il brosse de plusieurs employés de la Banque mondiale et de leurs exploits souvent héroïques pulvérisent l'image répandue d'un ramassis de bureaucrates paresseux et dorlotés. Si la Banque n'est pas dépourvue de poches d'indolence administrative, elle est aussi nantie de nombreux spécialistes travailleurs et idéalistes qui sont souvent

les plus compétents du monde dans leur domaine. Qui plus est, Mallaby montre de manière convaincante que ses dysfonctionnements viennent plus probablement du sommet de l'institution et des intervenants extérieurs influents (ONG et bailleurs de fonds, par exemple) que de ses services.

*The World's Banker* éclaire aussi, souvent par inadvertance, les controverses sur la nécessité de redessiner l'architecture financière mondiale. Sans aborder directement ces questions, le livre condamne vivement les propositions faisant abstraction du fonctionnement réel des institutions qui en forment le noyau. En apportant des informations sur la façon dont les décisions importantes sont prises à la Banque, Mallaby dénonce la légèreté des propositions qui n'indiquent pas comment une nouvelle institution multilatérale surmonterait les problèmes auxquels se heurte actuellement la Banque. Ses détracteurs doivent également démontrer en quoi sa fermeture atténuerait les grands problèmes mondiaux. Comme il le montre, la Banque est souvent la seule à obtenir des résultats tangibles.

Le livre présente une lacune déconcertante en ce qu'il néglige d'analyser l'une de ses observations les plus frappantes : le Président de la Banque mondiale détient un pouvoir colossal et jouit d'une autonomie stupéfiante. C'est là un fait surprenant, car la Banque investit une somme exorbitante d'argent, de temps et d'énergie dans une structure de gouvernance imposante conçue pour responsabiliser ses cadres dirigeants et prévenir tout excès. L'immense autonomie dont fait état Mallaby est d'autant plus étonnante que le Président est limité dans son action par les représentants de nombreux pays ou groupes de pays. Wolfensohn est confronté à un conseil constitué de 24 administrateurs à temps complet et nominalement indépendants, dont chacun est aidé d'un suppléant et de plusieurs conseillers et assistants (soit un coût direct de 56 millions de dollars par an). La Banque doit aussi faire face aux demandes émanant d'un Conseil des gouverneurs, d'un panel d'inspection, d'un bureau d'évaluation, des organismes publics et parlements des pays

donateurs, ainsi que de nombreuses ONG militantes, de médias mondiaux vigilants et d'une administration interne forte de 10.000 personnes.

Or, *The World's Banker* montre que, malgré les psychodrames, les crises, les conflits et les frustrations de tous les participants, Wolfensohn a réussi à faire adopter toutes ses initiatives, des plus essentielles aux plus fantaisistes. Obtenir le feu vert pour ajouter un quart de milliard de dollars au 1,1 milliard déjà atteint par les coûts administratifs? Oui. Forcer l'adoption de son «Cadre de développement intégré» très particulier comme règle d'orientation des stratégies de la Banque et des pays emprunteurs? Oui. Réaménager de fond en comble la haute direction et l'organigramme de la Banque? Oui. Dépenser des millions de dollars pour envoyer des centaines d'employés de la Banque dans des écoles de gestion américaines pour de brèves périodes? Oui. Assimiler la mission de la Banque à un «rêve»? Oui. Toutes ces idées ne sont pas forcément mauvaises, mais bon nombre d'entre elles sont, pour le moins, très discutables.

Wolfensohn peut probablement produire une longue liste des compromis qu'il a dû accepter pour voir aboutir ces initiatives, une tout aussi longue des idées chères à son cœur qu'il n'a pu appliquer, et une des décisions qui lui ont été imposées. Pourtant, le livre montre qu'il a bénéficié d'une autonomie qui ferait l'envie de la plupart des hauts fonctionnaires des sociétés démocratiques, voire de certains PDG de grandes entreprises cotées en bourse.

Qu'est-ce que ce pouvoir lui a permis d'accomplir en dix ans? Selon Mallaby, moins que ce qu'il aurait pu faire dans l'idéal, et même moins que ce qu'il s'était fixé comme but. Wolfensohn avait trois grands objectifs, au regard desquels Mallaby évalue son action de président : améliorer la gestion interne de la Banque, rehausser la qualité des avis qu'elle dispense aux pays et consolider ses relations avec les parties prenantes : actionnaires, ONG et emprunteurs. Mallaby conclut que l'objectif de gestion est celui où Wolfensohn a obtenu les plus piètres résultats. Et s'il lui reconnaît le mérite de certaines innovations dans

la poursuite des deux autres, il y met beaucoup de réserves et de retenue.

L'évaluation des réalisations d'un président est toujours une entreprise subjective. Dans le cas d'une institution comme la Banque, dont l'action a un effet à long terme et est extrêmement difficile à mesurer, c'est une tâche encore plus ardue. Aujourd'hui, plus de vingt ans après la démission de Robert McNamara, son bilan à ce poste fait encore l'objet de débats. Il en ira probablement de même du mandat de Wolfensohn.

## Une indépendance chèrement gagnée



Robert P. Bremner

**Chairman of the Fed**  
William McChesney Martin and  
the Creation of the Modern American  
Financial System

Yale University Press, New Haven, Connecticut,  
2004, 368 pages, 38 \$ (toilé)

«Les réformes conduites sous Bill Martin ont résisté à l'épreuve du temps, et la Bourse de New York (NYSE) n'a plus jamais connu la vague de délits d'initiés qui l'a porté à sa présidence.» C'est en ces termes que Robert Bremner résume la contribution de William McChesney Martin lorsque, appelé sous les drapeaux à l'âge de 34 ans, il quitta la NYSE au début de 1941. Cette biographie couvre toute la carrière de cet homme remarquable qui semblait toujours se trouver au bon endroit, a pris le plus souvent les bonnes décisions, et fait beaucoup pour son pays et pour le monde.

Bill Martin ne resta pas longtemps à Fort Dix. Il fut nommé responsable du programme de crédit-bail à la Russie. Après la seconde guerre mondiale, il devint Président de la Banque Export-Import avant d'être nommé Sous-Secrétaire aux affaires internationales au Trésor américain. C'est à ce titre qu'il participa, au début de 1951, aux négociations de l'«accord» entre le Trésor et la Réserve fédérale qui redonnait à la banque centrale américaine, parallèlement à son indépendance de droit, son indépendance de fait en matière de politique monétaire. La Réserve fédérale n'était plus entièrement tenue de rattacher ses taux d'intérêt à la dette à long terme (ou à court terme) du Trésor. Un mois plus tard, Martin était Président du Conseil de la Réserve fédérale, poste qu'il occupa jusqu'au 31 janvier 1970.

La suite ne fut pas simple. Sous Martin, la Réserve fédérale a dû appliquer l'«accord» et gagner lentement une véritable indépendance. Dans le même temps, Martin et ses collaborateurs ont dû faire front à l'inflation qui suivit la guerre de Corée en 1954–55, et réapparut en 1956–57. Les deux récessions de la fin des années 50 amenèrent Nixon à tenir les taux d'intérêt élevés de la Réserve fédérale responsables de sa défaite contre Kennedy en 1960.

Après que Lyndon B. Johnson eut succédé à Kennedy, la guerre du Vietnam redoubla d'intensité, et les pressions inflationnistes resurgirent. Martin voulait instaurer une politique budgétaire visant à juguler l'inflation, mais le Président s'y opposa. Lorsqu'il accepta finalement, à contrecœur, de proposer une majoration fiscale, Wilbur Mills, Président du Ways and Means

Committee de la Chambre des représentants, refusa de la prendre en compte à moins que le Président ne propose également une réduction des dépenses. Le Président voulait continuer à affecter des dépenses aux «canons» (à cause de la guerre) et au «beurre» (son programme antipauvreté). Le temps de résoudre ce problème et la spirale de la Grande Inflation s'était enclenchée, qui ne cessa de progresser jusqu'aux mesures draconiennes adoptées par la Réserve fédérale, sous Volcker, au début des années 80. Sous Martin, la Réserve fédérale a agi trop peu et trop tard; il en fut également ainsi sous Arthur F. Burns et G. William Miller. Entre-temps, des pressions commencèrent à s'exercer sur le dollar et sur les réserves en or; la livre sterling fut dévaluée en 1967, et le double marché de l'or fut établi en 1968, jusqu'à la fermeture du guichet-or par Nixon en 1971.

Le récit que fait Bremner de la vie de Martin est passionnant et instructif. Même ceux qui ont vécu cette période en apprendront beaucoup. Un économiste aura parfois du mal à comprendre, car l'analyse est incomplète ou légèrement fallacieuse (mais Martin lui-même n'était pas un économiste et se méfiait des prévisions économiques). Par exemple, Bremner n'explique pas que le «déficit» de la balance des paiements américaine qui inquiétait tout le monde n'était pas un déficit commercial ou courant (les États-Unis enregistraient alors un excédent), mais prenait la forme d'une accumulation de créances officielles à court terme sur les réserves d'or.

Bremner parvient de main de maître à évoquer les défis auxquels Martin et sa philosophie étaient confrontés :

tenter de redresser la situation tout en préservant l'indépendance de la Réserve fédérale. Allan Meltzer a reproché à Martin d'avoir essayé de coordonner politique monétaire et politique budgétaire, et d'avoir ainsi déclenché la Grande Inflation. «Les pressions politiques en faveur d'une coordination des politiques renforceront l'opinion largement répandue que la coordination des politiques budgétaire et monétaire est souhaitable», déclara-t-il lors d'un exposé à

**«Bremner nous donne matière à réflexion — surtout si la politique budgétaire américaine poursuit sa dangereuse trajectoire actuelle.»**

la Réserve fédérale de Saint-Louis, en octobre 2004. On peut, comme c'est mon cas, être en désaccord avec Meltzer — mieux vaut avoir tenté et échoué que ne pas avoir tenté du tout — et reprocher néanmoins à Martin, à ses collaborateurs et à leurs successeurs leurs politiques monétaires. Les lecteurs de cette excellente biographie pourront se faire leur propre opinion. Bremner nous donne matière à réflexion — surtout si la politique budgétaire américaine poursuit sa dangereuse trajectoire actuelle.

*Edwin M. Truman*  
Associé principal de recherche,  
Institute for International Economics

**FMI** *Bulletin*

**À L'ÉCOUTE DU FMI ?**

Le *Bulletin* vous tient au courant des initiatives du FMI et des évolutions économiques et financières dans le monde.

Publié en ligne sur le site [www.imf.org/imfsurvey](http://www.imf.org/imfsurvey)

## Préparer l'après-pétrole



Paul Roberts

**The End of Oil**  
**On the Edge of a Perilous New World**  
 Houghton Mifflin, Boston, 2004, 400 pages,  
 26 \$ (toilé)

Oeuvre d'actualité qui se lit facilement, ce livre traite de la dépendance du monde à l'égard du pétrole, de l'épuisement futur de cette ressource et de la nécessité de rechercher sérieusement des énergies de remplacement. Il parle également de politique, notamment de la corrélation entre le pétrole et la politique des États-Unis au Moyen-Orient. Il montre que la consommation excessive de pétrole aux États-Unis et la concentration des réserves au Moyen-Orient, conjuguées à la volatilité des prix, ont créé une situation intenable. Qui plus est, les prévisions les plus optimistes établissent que la production pétrolière plafonnera au cours des trente prochaines années; il faut donc agir. Même si les réserves pétrolières n'arrivent pas à épuisement, il serait aberrant de maintenir le rythme de consommation actuel en raison des retombées catastrophiques à en attendre sur l'environnement.

Roberts montre que, si le pétrole a été la clé du progrès et de la prospérité économiques, il a aussi été une source d'instabilité géopolitique. Il associe l'évolution du marché pétrolier aux guerres du Golfe et aux événements du 11 septembre 2001, et critique explicitement la politique énergétique de l'actuel gouvernement américain, sou-

tenant que l'invasion de l'Iraq n'avait pas pour objectif unique de s'emparer du pétrole, mais aussi de briser définitivement l'emprise de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) sur l'approvisionnement pétrolier. Selon Roberts, cette obsession d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en pétrole, même par des moyens militaires (au lieu d'améliorer le rendement énergétique et de rechercher d'autres sources d'énergie), tient au comportement des consommateurs américains, «le peuple le moins soucieux de l'énergie de la planète», ainsi qu'aux intérêts des industries pétrolière et automobile américaines.

**«Les États-Unis  
 cherchent trop  
 à assurer leur  
 approvisionnement  
 depuis le Moyen-Orient  
 et pas assez à  
 développer d'autres  
 sources d'énergie.»**

L'auteur n'est pas tendre non plus envers l'OPEP. Il l'accuse d'avoir pris des mesures inefficaces (et, souvent, nuisibles) pour contrôler les prix, ce qui, allié à l'instabilité politique au Moyen-Orient, a été la cause essentielle des amples fluctuations des cours. Roberts critique aussi vivement la façon dont ses pays membres ont géré leurs recettes pétrolières.

Il soutient que les décideurs ne sont pas assez motivés pour préparer le monde à l'après-pétrole. D'une part, les États-Unis cherchent trop à assurer leur approvisionnement depuis le Moyen-Orient et pas assez à développer d'autres sources d'énergie. D'autre part, les forces du marché qui, par le passé, ont favorisé cette recherche, ne jouent pas encore à l'encontre du pétrole parce qu'il n'est ni rare, ni cher. La consommation pétrolière excessive a pour coût véritable les dégâts causés à l'environnement et leurs conséquences.

Le livre conclut donc que le moteur de tout changement éventuel est le bouleversement climatique causé par l'emploi massif des hydrocarbures. La solution au problème du pétrole réside dans la mise en œuvre de politiques destinées à améliorer le rendement énergétique. À cette fin, Roberts propose un système d'échange de droits d'émission de carbone, le financement substantiel de travaux de recherche et de développement et une vaste campagne de lutte contre la consommation américaine de pétrole. Il écrit : «Nous engager aujourd'hui sur cette voie augmente considérablement nos chances de réussite, parce que nous avons ainsi plus de moyens et de liberté pour aborder nos problèmes énergétiques.»

Le livre contient beaucoup d'informations et de réflexions utiles, étayées par d'amples recherches et de nombreux entretiens avec des experts. Néanmoins, si son œuvre est riche en analyses politiques, en illustrations ponctuelles et en détails historiques, son approche est par moment trop journalistique (en ce qui concerne la pile à combustible, par exemple) ou fondée sur des données insuffisantes (citations de responsables et d'experts anonymes, notamment). Par ailleurs, s'il justifie la nécessité d'agir pour échapper à l'emprise du pétrole, il n'analyse pas assez le rôle des facteurs économiques — la hausse des prix pétroliers en particulier — et d'autres mécanismes automatiques. D'aucuns peuvent aussi juger l'analyse politique un peu légère. L'auteur donne notamment trop d'importance aux différends en matière de politique pétrolière. Il part de l'hypothèse que l'OPEP a été, et sera toujours, une adversaire. Il ne voit aucune possibilité d'améliorer la coordination entre les producteurs et les consommateurs pour faciliter la transition inévitable du pétrole à d'autres énergies.

Cela dit, ce livre est dans l'ensemble remarquable. Ses analyses et ses conclusions, quoique provocantes, méritent un examen sérieuse de la part des responsables.

**Hossein Samiei**  
*Chef de l'Unité des produits de base,  
 Département des études du FMI*